

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère en charge des Transports

### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Le représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur par arrêté ministériel

### *Objet de la consultation*

Travaux préparatoires de décaissement d'un massif de déchets du Centre d'Enfouissement Technique du Valentoulin à Port-de-Bouc, situé dans les emprises du projet de contournement routier Martigues-Port-de-Bouc

### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 7 avril 2026 à 10h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

es

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	5
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>8</b>
3-1. Solution de base.....	8
3-2. Variantes.....	16
<b>ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>16</b>
4-1. Sélection des candidatures.....	16
4-2. Jugement et classement des offres.....	16

**ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....21**

***5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....22***

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La consultation concerne les travaux préparatoires de décaissement d'un massif de déchets du Centre d'Enfouissement Technique du Valentoulin à Port-de-Bouc, situé dans les emprises du projet de contournement routier Martigues-Port-de-Bouc.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

L'exécution des prestations seront effectuées sur le site du Centre d'enfouissement technique du Valentoulin sur la commune de Port-de-Bouc dans les Bouches-du-Rhône (13)

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Terrassement, voiries, réseaux divers et gestion des lixiviats.
<b>Lot 2</b>	Etanchéité / géosynthétiques

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

### **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Les entreprises ont une obligation de résultats pour le respect de la réglementation (perméabilité de la barrière de sécurité passive (BSP), épaisseur des matériaux mis en œuvre, caractéristique des matériaux à mettre en œuvre). Il ne peut pas y avoir de variante quand-aux résultats attendus. Par ailleurs les ouvrages de gestion des lixiviats et du biogaz sont ceux décrits dans le porteur à connaissance (PAC), une variante dans l'ouvrage proposé qui n'aura pas été décrite dans le PAC ne répondra donc pas aux exigences de l'arrêté préfectoral à venir.

A noter que les entreprises peuvent proposer différents moyens pour atteindre les résultats et obligations réglementaires (moyen de réalisation de la BSP, engins prévus).

Concernant le lot 02, l'entreprise peut proposer différents produits qui respectent les exigences minimales du CCTP.

### **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

### **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Les dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement des travaux sont fixées dans l'acte d'engagement. Le délai d'exécution des travaux est de 24 mois.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le projet de règlement du Collège interentreprises.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Aucune stipulation particulière.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère social et à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

### **S'agissant de la clause d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots suivants qui composent le présent marché :

<b>Lot</b>	<b>Intitulé</b>
Lot 1	Terrassement, voiries, réseaux divers et gestion des lixiviats.
Lot 2	Etanchéité / géosynthétiques

Pour l'exécution de ces lots, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Alicia Jezequel	a.jezequel@act-emploi.fr
-----------------	--------------------------

### **S'agissant de la clause sociale**

Ces conditions, pour les lots 1 et 2, sont les suivantes :

- La rédaction d'une note détaillant toutes les mesures que le titulaire mettra en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché en faveur : de l'inclusion sociale, de la lutte contre les discriminations, de la promotion de l'égalité femme-homme et de la non-discrimination liée aux origines.

- Au titre de l'exécution du marché, ces mesures feront l'objet d'un suivi annuel via la transmission d'un rapport d'au moins deux pages, rédigé par le titulaire du marché au cours de l'exécution du marché. Ce rapport devra préciser : les mesures concrètement mises en œuvre, leurs dates de réalisation, les personnes et postes concernés.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Ces conditions sont les suivantes :

<b>Lot</b>	<b>Conditions d'exécution</b>
Lot 1	<p>- Un SOPRE doit être complété, certaines de ces dispositions sont imposées afin d'apporter une considération environnementale au marché. Les candidats doivent remplir ce document en respectant ces dispositions, ou en justifiant leur non respect. Toutes les déclarations du candidat deviendront contractuelles une fois le marché attribué.</p> <p>- Un bilan à mi-parcours et à la fin des travaux des mesures prises pour la réduction des impacts sur l'environnement sera transmis au maître d'ouvrage</p>
Lot 2	<p>- Un SOPRE doit être complété, certaines de ces dispositions sont imposées afin d'apporter une considération environnementale au marché. Les candidats doivent remplir ce document en respectant ces dispositions, ou en justifiant leur non respect. Toutes les déclarations du candidat deviendront contractuelles une fois le marché attribué.</p> <p>- Un bilan à mi-parcours et à la fin des travaux des mesures prises pour la réduction des impacts sur l'environnement sera transmis au maître d'ouvrage</p>

## **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

##### **3-1.1.1. Documents fournis aux candidats :**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) :



**Dossier « Pièces administratives » :**

- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) envoyé à la publication ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le modèle de Schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) ;
- Le modèle de Schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (SOPAQ) ;
- Le modèle de déclaration de sous-traitance (DC4) de rang 1.

**Dossier « Pièces financières » :**

- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) pour chaque lot ;
- Les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF) pour chaque lot, et dôme sud/dôme nord.

**Dossier « Pièces techniques » :**

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants et le projet de règlement du Collège interentreprises ;

**3-1.1.2. Visite du projet sur le terrain :**

Compte tenu des enjeux de maîtrise des contraintes environnementales et techniques, les candidats des lots 1 et 2 doivent impérativement se rendre à une visite de présentation du projet sur le terrain. Un critère d'attribution lui sera affecté pour le jugement et le classement des offres, dans la note valeur technique (NT).

La date de rendez-vous est fixée au 2 mars 2026 à 10h30. Les candidats doivent indiquer leur présence avant le jeudi 26 février 2026 à 12h00 afin qu'une attestation prouvant leur présence leur soit établie et remise à l'issue de la visite. Cette attestation sera obligatoirement à joindre parmi les pièces de l'offre des candidats des lots n°1 et n°2. Les candidats doivent indiquer leur présence par courriel à [k.bouriche@developpement-durable.gouv.fr](mailto:k.bouriche@developpement-durable.gouv.fr).

Le lieu de rendez-vous est l'entrée du Centre d'enfouissement Technique du Valentoulin, chemin du Valentoulin sur la commune de Port-de-Bouc ; coordonnées GPS :43°25'47.8"N 4°58'59.0"E

**3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant les lots 1 et 2** pour lesquels il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

**dans un sous dossier « Candidature » :**

Conditions de participation

**Selon l'article R.2143-4 du CCP, le candidat peut utiliser le DUME pour répondre à ces**

**exigences.**

**Situation juridique - références requises :**

- \* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- \* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- \* La composition de l'équipe, répartition des tâches et compétences des différents intervenants
- \* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- \* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

**Capacité économique et financière – références requises :**

- \* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- \* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- \* Une attestation d'assurance de responsabilité civile décennale à hauteur de 10 000 000 € par sinistre, pour les entreprises titulaires des lots 1 et 2, et à hauteur de 3 000 000 € pour les autres entreprises (sous-traitants).

Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

**Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :  
Sans objet.**

**Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

**A - Expérience :**

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années. Cette présentation devra être appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

**B - Capacités professionnelles :**

L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

Pour les entreprises du lot 01 :

- Référence dans la réalisation d'ouvrage similaire.

Pour les entreprises du lot 02 :

Les certificats de qualité (ex : ISO)

Les certificats nécessaires pour le lot 02 :

- Entreprise : Certificat asqual de qualification – entreprise d’application de géomembrane
- Chef de chantier lot 02 : Certificat asqual - application de géomembrane – responsabilité de chantier
- Soudeur lot 02 : Certificat asqual - application de géomembrane – soudage

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de maîtrise d’œuvre attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

### **C - Capacités techniques :**

\* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

\* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s’il s’agit d’un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d’autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu’il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l’exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L’acheteur exige la fourniture des documents **demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.**

### **dans un autre sous dossier « Offre » :**

**Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte

d'engagement.

- Le bordereau des prix et détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

- **Une décomposition des prix forfaitaires (DPF)**

Lot 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• B1 Dôme sud : Viabilisation de la base vie et installation de chantier,</li> <li>• B9 Dôme sud : Mesure de réduction, protection, compensation,</li> <li>• C1 Dôme sud : Fauchage et débroussaillage,</li> <li>• B1 Dôme nord ; Mesure de réduction, protection, compensation,</li> <li>• B2 Dôme nord : Mobilisation et installation de chantier,</li> <li>• B9 Dôme nord : Mesure de réduction, protection, compensation,</li> <li>• C1: Dôme nord : Fauchage et débroussaillage</li> </ul>
Lot 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• B 1.1 Dôme sud Base vie,</li> <li>• B 1.2 Dôme sud Démontage et repliement des installations,</li> <li>• B 1.1 Dôme nord Base vie,</li> <li>• B 1.2 Dôme nord Démontage et repliement des installations</li> </ul>

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un sous-détail du/des prix unitaire(s) n° :

Lot 1	Poste A – C – D (dévoisement du biogaz) – J – O – P – Q – R – S – T
Lot 2	Poste A – G

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- ✓ Les déboursés ou frais directs ;
- ✓ Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- ✓ La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

**Les documents explicatifs :** Au projet de marché seront joint les documents suivant(s) :

- Un mémoire technique comportant :
  - Les indications des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références de fournisseurs ;
  - Les moyens humains et en matériels de l'entreprise affectés à l'exécution du marché :
    - Capacité à mener plusieurs chantiers en parallèle sur le périmètre du lot considéré : pour cela, l'entreprise mettra en évidence les moyens humains mobilisables et les conditions de la mobilisation de plusieurs équipes en simultané

;

- Présentation des moyens et méthodes pour répondre à la co-activité sur chantier .
- Les modes d'exécutions envisagés :
  - Modalités envisagées pour minimiser la gêne aux usagers : pour cela, un projet d'exploitation sous chantier associé à un phasage du chantier sera produit par le candidat pour justifier de son offre ;
  - Spécificités de la méthodologie et des modes d'exécution adoptés par le candidat, au vu du contexte de l'opération.
- Le planning prévisionnel général des travaux, associé au plan d'installation de chantier par phase de travaux, et la pertinence de ce planning vis-à-vis des moyens proposés.
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.
- Les certificats de conformité aux normes et marques de qualité concernant les produits suivants pour le lot 2 :
  - NF X30-420 : Cette norme concerne la détermination de la perméabilité d'un matériau en surface au moyen d'un infiltromètre à simple anneau, de type fermé ;
  - NF X30-424 ou NF X30-425 : Ces normes concernent la détermination de la perméabilité d'un matériau en forage ;
  - Recommandation pour la caractérisation de la perméabilité des barrières d'étanchéité des installations de stockage de déchets, RP-53721-FR, BRGM, juin 2005 ;
  - Guide de bonnes pratiques pour les reconnaissances géologiques, hydrogéologiques et géotechniques de sites d'installation de stockage de déchets, X30-438 AFNOR, juillet 2017.

Pour ceux de ces produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.

Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "EA" ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché.
- Une notice, de 30 pages maximum, précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
- Une note précisant la prise en compte des conditions sociales au sein de l'entreprise,

notamment en termes d'inclusion sociale, de la promotion de l'égalité femme-homme, et de lutte contre les discriminations liées aux origines notamment, dans le cadre de l'exécution du marché (plan d'action interne, plan de progrès social, efforts déjà engagés) ;

- Les modèles de rapport de suivi des mesures environnementales et sociales.

### **3-1.3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur des mesures prises pour réduire son empreinte carbone et les nuisances associées aux travaux (bruits, vibrations, poussières, fumées, odeurs)
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

### **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de

compléter celles-ci.

## **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

<b>Critère d'attribution</b>	<b>Pondération</b>
<p><b><u>Note Valeur Technique (NT):</u></b> La valeur technique des prestations sera notée sur 100, et appréciée au regard des critères suivants :</p> <p><b>A - Les indications des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références de fournisseurs (<u>Critère A - 10 points</u>)</b></p> <p><b>B – Les moyens humains et en matériels de l'entreprise affectés à l'exécution du marché,</b>  - Capacité à mener plusieurs chantiers en parallèle sur le périmètre du lot considéré : pour cela, l'entreprise mettra en évidence les moyens humains mobilisables et les conditions de la mobilisation de plusieurs équipes en simultané (<u>Critère B1 - 15 points</u>) ;  - Présentation des moyens et méthodes pour répondre à la co-activité sur chantier (<u>Critère B2 - 10 points</u>).</p> <p><b>C - Les modes d'exécutions envisagés</b>  - Modalités envisagées pour minimiser la gêne aux usagers : pour cela, un projet d'exploitation sous chantier associé à un phasage du chantier sera produit par le candidat pour justifier de son offre (<u>Critère C1 - 10 points</u>) ;  Spécificités de la méthodologie et des modes d'exécution adoptés par le candidat, au vu du contexte de l'opération (trafic, riverains, délai...) (<u>Critère C2 - 10 points</u>) ;</p> <p><b>D - Le planning prévisionnel général des travaux, associé au plan d'installation de chantier par phase de travaux, et la pertinence de ce planning vis-à-vis des moyens proposés (<u>critère D – 25 points</u>)</b></p> <p><b>E – Visite du projet sur le terrain</b> pour appropriation et prise en compte des contraintes techniques et environnementale.  Délivrance d'une attestation de présence</p>	45,00 %

Critère d'attribution	Pondération
(critère E – 20 points)	
<b>Note Valeur Environnementale (NE) :</b> La valeur environnementale sera notée sur 100, et appréciée sur la base du SOPRE détaillant la démarche du candidat en matière de politique environnementale et sur la proposition de modèle de rapport de suivi des mesures environnementales.	10,00 %
<b>Note Prix des prestations (NP) :</b> Le critère prix sera apprécié à travers du détail quantitatif et estimatif rédigé par le représentant du pouvoir adjudicateur. La note NP est déterminée jusqu'à la note 0 grâce à la formule ci-dessous. L'offre la moins disante obtiendra la note de 100.  $NP = \frac{\text{Offre du candidat}}{\text{offre moins disante}} \times 100$	35,00 %
<b>Note valeur sociale (NS) :</b> La valeur sociale sera notée sur 100, et appréciée sur la base d'une note indiquant la prise en compte des conditions sociales au sein de l'entreprise notamment en termes d'inclusion sociale, d'égalité femme-homme et de lutte contre les discriminations notamment liées aux origines dans le cadre de l'exécution du marché (plan d'action interne, plan de progrès social, efforts déjà engagés) , (critère – 100 points)	10,00 %

Pour faciliter l'analyse des offres et respecter les principes de la commande publique, chaque sous-sous critère noté se verra appliqué la grille de notation suivante :

• **Note valeur technique – valable pour tous les lots**

Sous critère	Note du sous critère				
	Insuffisante	Peu satisfaisante	Moyenne	Satisfaisant	Très satisfaisant
A	0 point	2,5 points	5 points	7,5 points	10 points
B1	0 point	5 points	10 points	12,5 points	15 points
B2	0 point	2,5 points	5 points	7,5 points	10 points
C1	0 point	5 points	10 points	15 points	10 points
C2	0 point	2,5 points	5 points	7,5 points	10 points
D	0 point	7,5 points	15 points	22,5 points	25points
E	0,5 point	5 points	10 points	15 points	20 points

La note NT, sur 100, correspondant au critère technique, sera calculée comme suit :

$$NT = NT_A + NT_{B1} + NT_{B2} + NT_{C1} + NT_{C2} + NT_D$$

Application du principe de redressement des notes relatives à la « valeur technique de l'offre » :

La meilleure note intermédiaire obtenue par addition des valeurs des sous-critères sera portée à la valeur définitive de 100 points. La note définitive de chaque offre des autres candidats sera obtenue en multipliant la note intermédiaire par un coefficient  $R = (100 / \text{note provisoire de l'offre classée première})$ .

L'offre ayant obtenu une note relative à la « valeur technique de l'offre » inférieure à 50 points après redressement sera éliminée et ne sera pas classée.



- **Note valeur environnementale (NE) – valable pour tous les lots**

Note du sous critère				
Insuffisante	Peu satisfaisante	Moyenne	Satisfaisant	Très satisfaisant
0 point	25 points	50 points	75 points	100 points

- **Note valeur sociale (NS) – valable pour tous les lots**

Note du sous critère				
Insuffisante	Peu satisfaisante	Moyenne	Satisfaisant	Très satisfaisant
0 point	25 points	50 points	75 points	100 points

- **Note globale**

La note globale N du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chacun des trois critères :

$$N = 0,45*NT + 0,1*NE + 0,35*NP + 0,1*NS$$

L'offre du candidat ayant la note globale N la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront

informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **DREALPACA-25-020**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg, dwg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL PACA  
SAPR Unité Budget, Comptabilité et Commande Publique  
16 rue Zattara - CS 70248  
13331 Marseille

Copie de sauvegarde pour : Travaux préparatoires de décaissement d'un massif de déchets du Centre d'Enfouissement Technique du Valentoulin à Port-de-Bouc, situé dans les emprises du projet de contournement routier Martigues-Port-de-Bouc

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient

nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.